

L'intervention armée en Libye et ses enseignements



Jean-Sylvestre MONGRENIER

Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Auteur de *La France, l'Europe, l'OTAN : une approche géopolitique de l'atlantisme français* (ed. Unicomm, 2006), de *La Russie, de Poutine à Medvedev* (en collaboration, Institut Thomas More/DAS, ed. Unicomm, 2008) et de *La Russie menace-t-elle l'Occident ?* (Choiseul, 2009).

Voici un peu plus de deux semaines que l'intervention occidentale dans le conflit libyen a commencé. La coalition a réorganisé son dispositif politico-militaire autour de l'OTAN qui s'impose comme l'instance la plus adéquate pour mener ce type d'opération. Au plan diplomatique et militaire, l'engagement du Qatar et des Émirats Arabes Unis aux côtés des Occidentaux met en évidence les liens entre Afrique du Nord et golfe Arabo-Persique dans le cadre d'une « grande Méditerranée » élargie au Moyen-Orient. En Libye, la ligne de front se déplace sur l'axe de circulation Tripoli-Benghazi, entre les littoraux sud-méditerranéens et les immensités désertiques. Les insurgés peinent à exploiter les avantages que la maîtrise de l'air est censée leur conférer, ce qui soulève bien des questions.

Two weeks ago, the Western intervention in the Libyan conflict started. The coalition has reorganized its political and military framework by using Nato that is the most practical authority for leading this type of operations. In the diplomatic and military sphere, the commitment of Qatar and the United Arab Emirates on the side of the West underlines the links between North Africa and Gulf in a "great Mediterranean sea" enlarged to Middle East. In Libya, the war front is on the Tripoli-Benghazi axis of movement, between the South-Mediterranean coastlines and vast desert regions. It is difficult for the insurgents to benefit from the air power and this fact is rising many questions.

Le 27 mars 2011, les Alliés sont finalement parvenus à un accord d'ensemble sur le transfert du commandement des opérations militaires à l'OTAN, celle-ci étant désormais engagée en Libye. Depuis le 23 mars dernier, c'est donc la chaîne de commandement de l'OTAN qui coordonne la surveillance de l'embargo sur les armes, le dispositif d'exclusion aérienne et les bombardements effectués par l'aviation des pays les plus allants de la coalition mise sur pied dans les dernières semaines. L'opération « Protecteur unifié » est conduite depuis le SHAPE (le Commandement des Opérations de l'OTAN à Mons, en Belgique) par le général canadien Charles Bouchard, sous l'autorité du SACEUR (le Chef suprême des Forces alliées en Europe), l'amiral américain James Stavridis. Au niveau opératif, le *Joint Forces Command* de Naples, l'un des grands commandements interarmées de l'Otan (avec Brunssum aux Pays-Bas et Lisbonne au Portugal) est en charge de l'opération « Protecteur unifié ». La coordination des opérations aériennes se fait depuis le *Combined Air Operations Center* de Poggio Renatico (une base italienne au nord de Bologne) et, sur le plan tactique, l'OTAN recourt à l'*Allied Air Component Command* d'Izmir, en Turquie.



L'OTAN confortée dans son rôle politique et militaire

Quatre mois après l'adoption d'un nouveau « concept stratégique » (sommet de Lisbonne, 20 novembre 2010), l'OTAN est donc confortée dans son rôle de principale organisation de défense dans la zone euro-atlantique et de plate-forme de projection de puissance sur les approches géographiques du Continent, en Méditerranée et dans le « Grand Moyen-Orient » (voir

l'engagement en Afghanistan) (1). Et ce, alors que d'audacieux experts aimaient à s'interroger poliment sur le devenir de cette « vieille dame » un peu dépassée par le nouveau siècle, l'Alliance étant présentée comme résiduelle, condamnée à faire des cercles dans l'eau pour jouer les utilités (référence subtile à l'opération *Active Endeavour* menée en Méditerranée par l'OTAN suite au « 11 septembre »). De fait, l'OTAN est une organisation politico-militaire efficace qui assure la présence militaire américaine en Europe, rassemble la plupart des pays européens au sein de la même alliance et dispose d'un savoir-faire sans pareil en termes de planification stratégique, de conduite des opérations et d'interopérabilité entre alliés. Il serait tout simplement insensé de renoncer à ce capital politique et militaire, capital humain en dernière instance, alors même que les évolutions géopolitiques mondiales commandent le maintien et la vitalisation des liens transatlantiques. N'éprouvons donc aucune crainte à l'écrire : l'Alliance atlantique est le « top » de l'Occident et cela ce n'est en rien honteux ou scandaleux. L'existence de l'OTAN et son rôle multidimensionnel doivent être pleinement assumés devant l'opinion publique comme sur la scène internationale.

Les commentateurs insistent sur le fait qu'il aura fallu une dizaine de jours, d'intenses négociations entre les capitales et plusieurs réunions des ambassadeurs des pays membres de l'OTAN au sein du Conseil de l'Atlantique Nord (CAN) pour que les Alliés parviennent à un accord (le CAN est l'instance politique décisionnelle de l'Alliance). Pouvait-il, pourrait-il en être autrement ? Après tout, il est bien normal qu'une intervention multinationale mettant en jeu la paix et la guerre – la vie et la mort donc –, suscite des questions et soit appréhendée en des termes différents selon les pays, leur histoire et leur situation géopolitique. L'abstention de l'Allemagne au Conseil de sécurité de l'ONU lors du vote de la résolution 1973, les réserves de certains pays d'Europe centrale et orientale, l'hostilité initiale de la Turquie à l'engagement de l'OTAN dans l'affaire libyenne ou encore la lourde insistance française sur son manque de « *sex appeal* » vis-à-vis des Arabes, laissent à penser que l'organisation atlantique serait au mieux reléguée dans un rôle secondaire de soutien logistique et informationnel aux opérations (2).

En définitive, la solidarité interalliée a prévalu. Les dirigeants français ont fait preuve de bon sens (la coalition est essentiellement composée de pays membres de l'OTAN), les Allemands n'ont pas fait obstacle et cherchent à compenser en Afghanistan leur absence du théâtre libyen et les Turcs ont bien compris que leurs ambitions moyen-orientales – contrariées par l'accentuation du « désordre post-ottoman » à leurs frontières (voir la Syrie à laquelle la Turquie s'est liée ces derniers mois) –, ne sauraient justifier un hypothétique désengagement de fait de l'OTAN (3). Dès lors, le recours à des structures éprouvées, tant sur le plan de la concertation politique entre Alliés que dans le domaine diplomatique et militaire, s'est imposé comme réponse collective aux logiques de chaos. Certes, quelques pays ne participent pas militairement aux opérations – huit au total, dont l'Allemagne (4) –, faute de moyens ou de résolution politique. Ils n'en sont pas moins engagés dans le processus décisionnel et ne se sont pas opposés à l'engagement de l'OTAN, alliance au sein de laquelle les décisions se prennent par consensus. Il y aura encore des difficultés, plus particulièrement si les opérations navales et aériennes tardent à produire leurs effets au sol, mais cela est dans l'ordre des choses. La géopolitique n'est pas régie par des modèles mathématiques et il n'existe pas d'algorithmes permettant de faire l'économie de négociations interalliées.

Un arc de crises de l'Océan au Golfe

Si les Alliés et l'OTAN en tant que telle constituent l'essentiel des forces politiques et militaires engagées contre le régime de Kadhafi, les contours de la coalition rassemblée à Londres, le 28 mars 2011, vont au-delà. Il est vrai que l'Union africaine – au sein de laquelle on aime pratiquer le panafricanisme incantatoire et le « vendredisme » –, ainsi que les États qui la constituent, ont brillé par leur absence. Au fil du temps, le régime de Kadhafi a su mobiliser suffisamment de moyens dans les espaces sahéliers et subsahariens pour tisser des réseaux de connivences et s'assurer des amitiés politiques qui tarderont encore un peu avant de prendre en compte les reclassements géopolitiques. La Ligue Arabe constitue elle aussi un défi à la théorie des ensembles (un ensemble vide ?). Seul un petit nombre de ses membres était représenté à Londres, très rarement au niveau ministériel. Son secrétaire général, l'Égyptien Amr Moussa, est pour le moins ambivalent, un fait à

prendre d'autant plus en compte qu'il pourrait être le candidat officieux de l'armée lors de la prochaine élection présidentielle égyptienne. Le nassérisme d'Amr Moussa se teinte d'anti-occidentalisme à peine voilé. Faut-il s'en étonner ? Il semble évident que les recompositions du Proche et Moyen-Orient jouent contre les positions occidentales, ce qui ne doit pas être le prétexte à maintenir envers et contre tout un *statu quo* qui craque de toutes parts pas plus qu'à sombrer dans un démocratismes inconséquent (5).

Pourtant, la présence active du Qatar et des Émirats Arabes Unis au sein de la coalition ainsi que leur engagement militaire dans l'affaire libyenne, nonobstant le peu de surface géopolitique de ces émirats dédiés à la production énergétique, mérite considération. Il s'agit là de régimes arabes-sunnites alliés à l'Occident qui participent du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), mis en place au début des années 1980 sous l'égide de l'Arabie Saoudite et des États-Unis. Les États membres du CCG sont confrontés à la stratégie d'hégémonie régionale de l'Iran chiite dont les dirigeants cherchent à exploiter à leur profit la conjoncture géopolitique. En dépit des retombées des révoltes arabes et des analyses selon lesquelles l'axe Khamenei-Ahmadinejad n'a pas de perspectives, le régime policier iranien résiste encore (la « révolution verte » n'a pas eu lieu) et soumet son environnement à des pressions multiformes. Le cas de Bahreïn, où les revendications pour partie légitimes des opposants sont instrumentalisées par l'islamisme radical irano-chiite contre la monarchie, est des plus significatifs (6). La sécurité des régimes arabes-sunnites repose sur la forte présence occidentale dans le golfe Arabo-Persique (présence américaine, française et britannique), et ce sont là des points d'appui essentiels pour contenir l'Iran et ses ambitions nucléaires. L'Arabie Saoudite est engagée dans la crise au Bahreïn, où des troupes issues du CCG ont été déployées, et n'a donc pas dépêché des forces aériennes dans le ciel libyen mais la participation du Qatar et des Émirats Arabes Unis à la coalition, en concertation avec Riyad, illustre les connexions entre ces deux théâtres et les liens du CCG avec les puissances occidentales.

Ces connexions géopolitiques entre Maghreb, Machrek et golfe Arabo-Persique mettent en évidence les contours et les dynamiques de ce que le géographe Yves Lacoste nomme le « grand ensemble géopolitique méditerranéen », un ensemble spatial qui dépasse les limites du Bassin méditerranéen et de l'Union pour la Méditerranée (7). S'étirant d'Est en Ouest sur 4000 km, cette « Méditerranée euro-musulmane » est un ensemble géographique et géopolitique du deuxième ordre de grandeur (distance en milliers de km). Elle est à l'intersection du monde européen-chrétien et du monde arabe, autres ensembles du deuxième ordre de grandeur, ainsi que du monde musulman dans sa plus grande extension, un très vaste ensemble du premier ordre de grandeur (distance en dizaines de milliers de km). La géographie des flux et des menaces invite à élargir encore l'« espace-mouvement » méditerranéen vers l'Orient et l'Eurasie, avec la péninsule Arabique et le golfe Arabo-Persique d'une part (3000 km), l'aire mer Noire-Caucase-Caspienne, l'Asie centrale et l'Afghanistan d'autre part (7000 km). Ainsi entendue, l'aire géopolitique de la « grande Méditerranée » correspond à ce que l'on nomme depuis la fin des années 1970 l'« arc de crises », un arc qui s'est étendu et complexifié au fil des années. C'est dans cet « espace-mouvement » dessiné par les échanges et les rivalités entre les différentes sociétés humaines que les Occidentaux doivent penser leur action commune et coordonner leurs politiques pour maintenir ouvertes les portes d'accès et jeter des « têtes de pont ».

La puissance aérienne et ses limites

Retour en Libye où les forces de Kadhafi et celles des insurgés sont aux prises sur une ligne de front mobile qui se déplace sur l'axe Benghazi -Tripoli (les opérations se concentrent autour de Brega). Le mode guerrier choisi par l'OTAN et la coalition est celui de bombardements aériens sur le système politico-militaire de Kadhafi (centres de commandement, systèmes de communication, radars et défenses anti-aériennes) ainsi que les forces terrestres engagées dans les opérations (chars et véhicules blindés, artillerie). L'intervention armée occidentale consiste donc à mettre en œuvre la puissance aérienne, composante essentielle de ces vastes architectures militaires en mouvement qui relient les sous-marins tapis au fond des océans aux satellites d'observation géostationnaires. Le rôle décisif de l'arme aérienne repose sur sa polyvalence (renseignement,

projection de puissance mais aussi transport stratégique), sa souplesse d'emploi (réversibilité aisée des engagements), sa réactivité et son aptitude au temps réel (capacité à agir immédiatement après la décision politique), son adaptabilité (capacité à changer très rapidement le point d'application de la force).

L'exploitation optimale des qualités propres au milieu aérospatial (homogénéité, continuité et globalité) permet donc d'utiliser une large palette de modes d'action et la maîtrise de la troisième dimension confère une grande liberté d'action à l'ensemble des forces interarmées opérant sur un théâtre d'opérations. La révolution de l'information et de la précision (missiles de croisière entre autres) et l'accélération de la boucle OODA (observation, orientation, décision, action) ont généré une révolution doctrinale mise en application dans les conflits de l'après-Guerre froide. Suite à la guerre du Golfe (1991), les colonels américains John Boyd et John Warden ont théorisé et conceptualisé cette hyperguerre aérospatiale. Les attaques sont menées en parallèle sur les cinq cercles concentriques qui composent le « système » ennemi : la direction nationale (le cerveau), les fonctions vitales, les infrastructures, la population et les forces militaires déployées. Le ciblage et le bombardement sélectif des centres de gravité identifiés ont pour objectif de briser la boucle OODA du « système » ennemi et de le paralyser.

Si la première phase des différents conflits de l'après-Guerre froide met inévitablement en scène les théories de l'*Air Power* et la puissance aérienne des principales armées occidentales, l'exploitation au sol de la maîtrise des airs requiert des forces terrestres, les seules à pouvoir prendre le contrôle du milieu géographique (l'ennemi, les populations, le territoire, les activités humaines). Dans certaines guerres, c'est une force armée autochtone, partie prenante du conflit au sol, qui joue le rôle de force déléguée à l'instar de l'Alliance du Nord en Afghanistan, au début de l'opération « Liberté immuable » (2001). Les buts de guerre incluant la reconstitution d'un État central à même d'assurer la paix et la sécurité sur le territoire afghan, il a ensuite fallu déployer un corps expéditionnaire occidental aux effectifs croissants. Dans un autre contexte géopolitique et juridico-international, il en est allé de même sur le théâtre irakien, en 2003, d'où les fortes réticences des gouvernements occidentaux à envisager un déploiement militaire terrestre en Libye, fût-il réduit et provisoire, par crainte de l'engrenage (le texte de la résolution 1973 n'excluant pas formellement une intervention terrestre mais le déploiement d'une force d'occupation). Le problème consiste en ce que les troupes improvisées du Conseil national de transition (CNT) ne sont pas encore capables de renverser le rapport des forces au sol, pour faire la décision, d'où les amorces de débats sur l'armement et la formation de ces troupes (8). Une telle perspective soulève d'autres questions sur le degré de fiabilité des hommes du CNT et leur infiltration par des éléments islamistes dont on commence à redécouvrir l'existence (9). Dans l'immédiat, il semble que l'intensification des bombardements, le recours aux forces spéciales et un meilleur encadrement des troupes du CNT ouvrent à la coalition des marges de manœuvre, les forces de Kadhafi jouant plus sur la cohérence dans l'action et la mobilité tactique que sur un avantage en termes d'armement lourd. Enfin, la partie la plus sensible de cette question relève non pas d'instances multilatérales ouvertes à la diplomatie publique mais d'opérations discrètes menées à quelques-uns, en bonne intelligence.

Éléments de conclusion

L'opération menée par l'OTAN en Libye peut apparaître comme limitée dans les efforts déployés, au regard de ce que représente l'Occident en termes de population globale, de richesses produites et de capacités militaires. Pourtant, cette opération met en lumière les lignes de force de la situation géopolitique présente : le nécessaire recours à l'OTAN pour agir de conserve ; l'esquisse d'un « partage du fardeau » entre alliés ; l'avenir de la guerre dans cette « grande Méditerranée », à la confluence de logiques qui doivent être saisies selon différents ordres de grandeur. C'est dans cet « arc de crises » que le degré d'unité et de résolution des Alliés seront à l'épreuve, alors même que l'implication croissante de la Chine et de l'Inde dans l'aire ouest-asiatique, à l'intersection de l'hémisphère Atlantique et de l'hémisphère Pacifique, renouvelleront la donne géopolitique.

Dans une telle perspective, ce ne sont pas les pleurs de Perrette sur le pot au lait renversé – l'« Europe de la défense » et le *Soft Power* de l'UE –, qui importent mais la capacité des États européens à intervenir de manière décisive, au plan diplomatique et militaire, dans les conflits et sur les espaces où se jouent leurs destinées. L'essentiel ne relève pas des structures et des organigrammes mais de la lucidité, de la volonté et des capacités d'action. De la vue-du-monde et de la substance, en dernière analyse. Si l'on en croit la théorie des préférences révélées, l'involution des budgets militaires en Europe n'est guère encourageante.

Jean-Sylvestre MONGRENIER

(1) Cf. Jean-Sylvestre Mongrenier, *De l'Alliance à l'Europe. Une géopolitique de l'ensemble euro-atlantique*, Institut Thomas More, 16 novembre 2010.

(2) En rupture avec une histoire faite de tensions autour du sandjak d'Alexandrette, des eaux de l'Euphrate et de la question kurde, les relations entre Ankara et Damas se sont resserrées après la capture d'Abdullah Öcalan (le leader du PKK un temps accueilli à Damas), en 1998, et plus encore dans la décennie suivante. Liés par un « partenariat stratégique », les deux pays ont signé un accord de libre-échange (2007) puis mis en place un Conseil de coopération stratégique (2009) et mené des exercices militaires en commun (2009-2010). Ce rapprochement a été élargi au Proche-Orient, avec en toile de fond une dégradation des relations entre la Turquie et Israël. En juin 2010, les ministres des Affaires étrangères de la Turquie, de la Syrie, du Liban et de la Jordanie ont signé à Istanbul un accord supprimant les visas et constituant une zone de libre-échange entre leurs pays. Leurs ministres « ont décidé d'établir un Conseil de coopération quadripartite de haut niveau et de créer une zone de libre mouvement des biens et des personnes entre nos pays », les termes de l'accord précisant que ce nouveau mécanisme « sera ouvert à la participation de tous les pays frères et amis de la région ». « Il s'agit de pas très importants, historiques, vers la constitution de notre région en une zone de paix, de stabilité et de prospérité », a commenté le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu lors de la présentation de l'accord à la presse, en marge d'un sommet Turquie-pays arabes. La lecture du document rend plus évident encore l'ampleur des changements en cours dans le monde arabe et au Moyen-Orient.

(3) Sur la définition des équilibres interalliés et le choix des modalités d'intervention, voir Jean-Sylvestre Mongrenier, *Sens et perspectives de l'intervention militaire en Libye*, Institut Thomas More, 21 mars 2011.

(4) Soulignons que le gouvernement d'Angela Merkel, la coalition CDU-CSU-FDP qui la soutient et la politique étrangère allemande ne sont pas sortis renforcés de l'abstention lors du vote de la résolution des Nations unies au Conseil de sécurité (17 mars 2011). De surcroît, le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, est pris dans les remous qui suivent la libération des otages allemands en Iran, en février dernier, et les conditions de cette libération. Au début de ce mois, le site du *Spiegel* révélait que des services gouvernementaux allemands auraient pu aider Téhéran à contourner les sanctions internationales à son encontre, en échange de la libération des deux journalistes retenus en Iran. Ces services auraient aidé l'Iran à opérer des transactions commerciales avec l'Inde. Un transfert d'argent, contrepartie d'une livraison de pétrole, aurait transité d'Inde en Iran par un compte domicilié en Allemagne au sein de la Europäisch-iranische Handelsbank (EIHB), une banque d'affaires germano-iranienne. L'EIHB, dont le siège est à Hambourg, est depuis longtemps soupçonnée par les États-Unis de servir de plaque tournante dans le financement des activités nucléaires et d'armement du régime de Téhéran. Selon les informations du quotidien *Handelsblatt* paru vendredi dernier (1er avril 2011), les services secrets allemands seraient à la recherche d'indices permettant de prouver le lien entre l'EIHB et le programme nucléaire iranien.

(5) Sur les évolutions géopolitiques globales en cours, voir l'intéressant entretien avec Zbigniew Brzezinski in *Le Monde-Bilan Géostratégie 2011*, pp. 7-9.

(6) Cf. Antonin Tisseron, *Bahreïn, une cité-Etat au cœur des équilibres du Grand Moyen-Orient*, Institut Thomas More, à paraître courant avril 2011. Le 14 mars 2011, l'Arabie Saoudite a déployé, dans le cadre du CCG, un millier d'hommes à Bahreïn. Les États membres du CCG ont mis en place un important fond de développement (20 milliards de dollars) pour soutenir les réformes à Bahreïn ainsi que dans le sultanat d'Oman.

(7) Cf. Yves Lacoste, *Géopolitique de la Méditerranée*, Armand Colin, 2006.

(8) Après Londres, Washington et Paris, la semaine écoulée, c'est désormais à Rome que l'armement des rebelles n'est plus formellement exclu (4 avril 2011). Le CNT vient aussi d'y être reconnu comme interlocuteur politique officiel.

(9) Cf. Antonin Tisseron, *La Libye face au risque islamiste*, Institut Thomas More, 24 février 2011.